

Indépendance du Congo 60 ans après, décoloniser les esprits ?



Julien Traddaiu, Chloé Martens et Guy Des Aulniers
Septembre 2020

Depuis le décès de l'afro-américain George Floyd, le 25 mai dernier, assassiné par un policier lors de son arrestation, les manifestations contre les violences policières et le racisme font rage aux États-Unis sous le slogan « Black Lives Matter ». En Belgique, ces manifestations relancent un tout autre débat : celui des violences de la colonisation belge. Parallèlement à la manifestation antiraciste qui s'est tenue à Bruxelles le 7 juin, une pétition a été lancée pour demander le déboulonnage des statues de Léopold II. Elle a recueilli plus de 80 000 signatures. 60 ans après l'indépendance du Congo, comment expliquer le rapprochement fait entre l'assassinat de Georges Floyd aux États-Unis et le passé colonial de la Belgique ? Quels enjeux pour les ONG ? Avec Entraide et Fraternité, Julien Truddaiu, chargé de projets pour l'ONG Coopération, Éducation et Culture (CEC) analyse les discours - et les silences - autour de la colonisation. Et invite les ONG à s'interroger sur leur propre regard et leurs relations avec leurs bénéficiaires/partenaires.

Chloé Martens¹ - Entraide et Fraternité - ***Comment expliquer le rapprochement entre l'assassinat de Georges Floyd aux USA et le passé colonial de la Belgique, 60 ans après l'indépendance du Congo ?***

Julien Truddaiu - Le fait que ça ressurgisse aujourd'hui est le résultat d'un processus ou plutôt d'un non-processus. Quand arrive l'indépendance en 1960, les Belges sont complètement baignés dans la propagande coloniale. On leur fait croire depuis 1870 que la colonisation est bénéfique et qu'elle a eu pour effet d'éduquer des gens, de résoudre les problèmes d'esclavage, et que ce pays a été relevé grâce à l'action belge. En 1959, un an avant l'indépendance, les Belges sont encore persuadés que le Congo est une colonie modèle, d'ailleurs vantée lors de l'Exposition universelle de 1958. En 1960, l'indépendance est donc un véritable choc pour les Belges en métropole. On s'empresse de ranger cette propagande, ces images dans les placards. Le processus de décolonisation des esprits s'est seulement mis en route il y a une quinzaine d'années. L'idée était de questionner ces images qui ont forgé le regard sur l'autre, et le racisme en Belgique. Ces images représentaient les Africain·e·s de manière extrêmement infériorisante, misérabiliste. Cette représentation est restée dans les esprits, et on ne l'a pas déconstruite. On commence seulement à le faire maintenant. L'assassinat de Georges Floyd crée un lien avec ce racisme et cette image qu'on a de l'autre.

Quel lien existe-t-il entre la colonisation et le racisme que subissent aujourd'hui les afro-descendants et plus généralement les Africains ?

J.D. - La propagande coloniale présentait aux Belges une certaine image de l'Afrique et des gens qui y vivent : des gens en situation passive (parce que pour coloniser l'autre, il faut bien faire croire aux Belges que cette situation lui est favorable), complètement dépendants de la Belgique et de l'Occident, ne connaissant même pas de civilisation. Cette propagande coloniale a piétiné les siècles passés sur le continent africain en niant complètement l'histoire africaine et ses civilisations.

¹ Chargée de communication pour Entraide et Fraternité

Contrairement à ce qui a été raconté pendant très longtemps, la colonisation ne s'est pas faite dans la pacification. Elle s'est faite dans des situations de guerre, de résistances congolaises extrêmement fortes et permanentes jusqu'en 1960. Cette image de l'autre qu'on a donnée à voir aux Belges pendant très longtemps a forgé de façon globale ce qu'on pensait des Africain·e·s. Encore aujourd'hui, le racisme est lié à ces images, à ces représentations. Des représentations renforcées par un système colonial qui reste encore dans la matrice même du pouvoir en Belgique (pouvoir de l'Église, des entreprises et de l'État). Et donc, cette matrice et ce système de pensée coloniale qui est resté - ce qu'on appelle la « colonialité », c'est-à-dire la manière, les réflexes de penser des choses - ont amené un racisme non seulement interpersonnel, mais également structurel comme héritage de la colonisation.

Que peut-on faire aujourd'hui pour décoloniser les esprits ?

Il faut commencer par **déconstruire ces stéréotypes et la propagande coloniale**, encore très présente dans les croyances et les mythes qu'on a vis-à-vis de cette colonisation. Par exemple, un des mythes est de dire que nous sommes allés au Congo en 1885 (et un peu avant) pour libérer de l'esclavage ces Congolais qui étaient aux mains de « méchants trafiquants arabes ». Je l'ai encore lu il y a quinze jours dans la presse à l'occasion d'une carte blanche. C'est inacceptable qu'encore aujourd'hui, des historiens, des femmes et hommes politiques aient ce discours puisque ce discours est un mensonge absolu. Il s'agit de l'alibi principal présenté à la conférence de Berlin pour s'emparer des terres congolaises, de leur culture et pour leur imposer une autre culture. Il est important de revenir sur cette histoire. C'est d'ailleurs ce qui est en train d'être fait au Parlement fédéral avec la création d'une commission parlementaire consacrée au passé colonial belge. Cette commission devrait être investie d'un pouvoir assez large pour enquêter sur tout ce qui a été fait pendant toute la période coloniale (pas uniquement la période léopoldienne) afin de donner des conclusions qui puissent servir d'appui au deuxième sujet qui nous préoccupe : l'enseignement.

Pendant très longtemps, l'histoire coloniale a été complètement exclue de l'enseignement, le sujet étant considéré comme tabou. La colonisation a fini par être réinsérée dans les programmes scolaires, mais il n'était pas obligatoire de parler en particulier de la colonisation belge au Congo. Encore aujourd'hui, dans le tronc commun, les enseignant·e·s ne sont pas du tout dans l'obligation de parler de la période coloniale au sens où on l'entend aujourd'hui. Cela crée des lacunes, des élèves qui ne connaissent pas l'histoire congolaise et le lien existant avec la Belgique. *A contrario*, les enfants issus de l'immigration africaine, qui sont tout à fait belges et qui revendiquent leur culture et leur origine, connaissent cette histoire, par leurs parents. Ceux qui connaissent le mieux l'histoire sont donc les afro-descendant·e·s qui vivent ici, qui sont belges et qui ont l'intention de vivre en Belgique, leur pays. Cela crée une contradiction avec des jeunes non afro-descendants qui méconnaissent cette histoire alors qu'ils y sont confrontés dans leur vie quotidienne.

Le troisième point concerne **la décolonisation de l'espace public**. En 2020, on trouve encore des traces explicites de la colonisation au détour de noms de rue, de monuments. Il est grand temps de contextualiser cet espace, parfois même d'imaginer d'autres transformations sur des monuments qui racontent des choses qui ne sont pas du tout mises en contexte aujourd'hui. Dans certains cas, il faudrait même enlever certaines représentations de personnes parce qu'il est impensable, par exemple, que des gens qui ont commis des crimes de masse à l'époque coloniale survivent encore dans l'espace public et les mémoires, et racontent encore cette glorification. Il est primordial de ne pas confondre l'histoire et la mémoire. La mémoire se traduit notamment par le nom d'une rue, par un monument. L'histoire est ce qui doit être raconté dans l'enseignement.

Tout ceci est donc interdépendant. Nous avons bon espoir que cette commission parlementaire donne des conclusions et un appui nécessaire à l'enseignement.

Que faut-il faire au niveau des associations et ONG d'aide au développement ?

Le problème est qu'on est toujours dans ce même contexte de colonisation. Les relations de coopération entre la Belgique et le Congo ont suivi les relations coloniales, soyons clairs. L'émergence d'un ministère de la coopération au développement suit le ministère de l'économie. Beaucoup de réflexes de la communication coloniale (propagande) se retrouvent dès lors dans la communication des ONG.

Ce que l'on constate actuellement pour les grosses campagnes, c'est que la fin justifie les moyens. Beaucoup d'études marketing montrent que, pour arriver à susciter le don, il faut afficher un certain misérabilisme, utiliser les femmes et les enfants, des images chocs, des images explicites ou en tout cas qui montrent la faim, la pauvreté, ce pour quoi on est appelé à donner. Cela pose problème. Quand on discute avec les acteurs de la diaspora en Belgique, le malaise est très profond entre ces ONG, les bénéficiaires sur place et les personnes d'origine de ces pays qui résident ici en Belgique et qui sont souvent belges. Parce que, par extension, quand on montre un petit enfant avec une mouche sur la joue, souffrant de malnutrition, et qu'on appelle à un don avec souvent comme seule et unique phrase le compte bancaire, cela touche les afro-descendant·e·s. Parce que cette seule image qu'on a de l'Afrique participe à un corpus qui est global. La presse parle rarement du continent africain si ce n'est pour parler de guerre, si ce n'est pour parler d'un certain nombre de problèmes que connaît l'Afrique. On a une vision extrêmement tronquée du continent et les ONG participent à cette vision tronquée et donc entretiennent les stéréotypes, lesquels sont de plus hérités de la propagande coloniale et très peu déconstruits.

On arrive enfin aujourd'hui à ce que ce débat prenne place au sein des ONG belges pour se questionner la façon dont on représente l'autre. Comment représente-t-on

l'autre ici ? Comment cela pourrait-il être perçu par cet autre ? Autrement dit, n'y a-t-il pas une nécessité d'impliquer ceux qu'on appelle les bénéficiaires et les partenaires, qui sont en fait rarement impliqués, dans la campagne de communication, alors qu'ils sont les premiers concernés ?

Guy Des Aulniers² : La colonisation, justifiée par une mission « civilisatrice », n'a pas servi les pays colonisés, mais bien les pays colonisateurs. Si les historiens sont unanimes sur ce qui s'est passé au Congo, il n'y a pas de reconnaissance, de débat et encore moins d'excuses. Beaucoup de personnes sont encore persuadées des bienfaits de la colonisation. Il y a donc un vrai besoin de confession, de reconnaître ce qui s'est passé. Ne doit-on pas parler de réparation de ce qui a été fait plus que d'aide au développement ? Le terme « aide » implique de ne pas mettre les gens au même niveau. On installe un rapport de pouvoir, de domination d'une partie à l'égard de l'autre. L'emploi du terme « réparation » permettrait de changer ce rapport. N'oublions pas qu'encore aujourd'hui, la croissance d'une partie du monde est basée sur l'exploitation de l'autre partie. Il faut donc reconnaître ces rapports inégaux pour pouvoir construire autre chose.

Comment faire du 'développement' sans renforcer ce rapport de forces hérité du colonialisme ?

Dès ses origines, au tout début des années 60, Entraide et Fraternité s'est interrogée sur la place laissée aux bénéficiaires eux-mêmes dans l'élaboration de ses stratégies et la réalisation de ses actions. À l'encontre d'une vision post-colonialiste, paternaliste ou d'assistance, les fondateurs de l'ONG ont fait le choix que, tant dans une optique d'efficacité que dans une simple logique d'humilité et de respect, il revenait avant tout aux populations censées être « aidées » de définir elles-mêmes leurs besoins et leurs priorités. Cette intuition fondatrice de notre organisation n'a cessé de se renforcer au fil des décennies. Elle s'inscrit dans une réflexion et une vision plus larges. En effet, dans un monde en déséquilibre global, confronté à des crises aux multiples facettes et qui frappent tant au Nord qu'au Sud, il nous paraît évident que ce sont les forces vives de partout qu'il convient de fédérer afin de pousser au changement.

Les relations partenariales d'égal à égal ne sont pas faciles à mettre en place. Parce qu'à partir du moment où il faut imposer des règles et qu'il est question d'argent, cela pose un défi à la relation. Pour Entraide et Fraternité, il semble donc essentiel d'accepter de prendre le temps et de cheminer avec ses partenaires et les pays du sud. **Prendre le temps de s'asseoir ensemble, de discuter, de trouver une façon de travailler qui soit porteuse.** Il est vraiment primordial d'opérer cette conversion-là ensemble. Il y a aussi une conversion à faire du côté des partenaires qui ont toujours travaillé dans ce rapport de force inégal. Il ne faut pas que cela se fasse chacun de son côté, en imposant les règles du jeu. Et, dans le contexte actuel, cela représente assurément un défi. Il s'agit de constamment remettre en question nos pratiques, de discuter avec nos partenaires sur notre façon de travailler et sur la

² Guy des Aulniers est directeur du département partenariat international d'Entraide et Fraternité.

façon dont on peut combattre ces injustices-là, ensemble. Entraide et Fraternité débattrà de ces questions avec ses partenaires et parties prenantes au cours de l'année sociale 2020-2021.